CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE

DROIT POLONAIS
CONTEMPORAIN
1976 n° 2 (30)

CINQUIÈME CONFÉRENCE NATIONALE DU DROIT DU TRAVAIL (WROCLAW - LUBIN, 2-4 JUIN 1975)

Du 2 au 4 juin 1975 s'est tenue à Wrocław et à Lubin la cinquième conférence nationale du droit du travail à laquelle ont pris part les travailleurs scientifiques représentant tous les centres universitaires, l'École Supérieure de la Planification et des Statistiques et d'autres institutions scientifiques (Institut des Sciences Juridiques de l'Académie Polonaise des Sciences, Institut de l'Organisation et de la Direction de cette même Académie, Institut Central de la Protection du Travail, Institut du Travail et des Affaires Sociales) ainsi que les représentants du ministère de la Justice. A la différence des rencontres précédentes de ce type, aux débats de la conférence ont aussi pris part les praticiens représentant la direction ainsi que les organisations sociales et politiques des établissements groupés dans le Combinat des Mines et des Usines de Cuivre (C.M.U.C.) à Lubin. Outre les débats pléniérs, ont également été organisées des rencontres en groupes avec la direction et les activistes des organisations socio-politiques des établissements choisis du Combinat, ainsi que les visites de ces établissements.

A l'ouverture solennelle de la conférence ont pris part le professeur M. Klimowicz, vice-recteur de l'Université de Wrocław, et le professeur agrégé A. Kordik, vice-doyen de la Faculté de Droit et d'Administration à la même Université.

La conférence a été ouverte par le professeur J. Jończyk, chef de la Section du Droit du Travail à l'Université de Wrocław. Après avoir attiré l'attention de l'assistance sur le développement continu de la science du droit du travail, il a souligné la signification pour ce développement des rencontres des représentants de la science du droit du travail, qui constituent le meilleur forum de l'échange d'idées et d'opinions, indispensable dans le travail scientifique. A cet égard, le rôle particulier est joué par la présente conférence, qui est la première rencontre de ce type organisée après la promulgation du code du travail.

Monsieur E. Orzechowski, directeur chargé d'affaires des travailleurs du C.M.U.C., a salué les participants à la conférence au nom de la direction du Combinat de Lubin. Il a attiré l'attention sur le besoin de la participation des représentants de la science du droit du travail à la solution des problèmes liés aux transformations socio-économiques rapides dans notre pays. Saluant les personnes arrivées à la conférence, le professeur M. Klimowicz a attiré l'attention sur la coopération très efficace entre l'Université de Wrocław et le C.M.U.C. à Lubin dans la solution des problèmes liés au développement socio-économique du pays.

Le premier jour de la conférence, la discussion s'est concentrée autour des problèmes présentés dans le rapport du professeur J. Jończyk, intitulé « La révolution scientifique et technique et le droit du travail ». Accentuant la thèse sur l'augmentation du rôle du droit du travail à l'époque de la révolution scientifique et technique, l'auteur a indiqué les problèmes dont l'élaboration par la science du droit du travail déciderait de l'efficacité de cette branche de droit en tant qu'instrument de la réalisation des objectifs sociaux et humanistes de cette révolution. Il a attiré

l'attention, entre autres, sur les problèmes suivants: 1° les normes locales comme un instrument de la différenciation et de la démocratisation souhaitables du droit du travail; 2° l'emploi rationnel de la main-d'oeuvre, compte étant tenu de la mobilité considérable des travailleurs; 3° le rôle à remplir par les institutions juridiques de la protection du travail dans les conditions de la diminution de l'accroissement de la main-d'oeuvre et de l'augmentation simultanée des situations menaçant la santé et la vie des travailleurs; 4° le perfectionnement du système de la responsabilité des travailleurs conformément aux changements dans les méthodes d'exécution du travail; 5° le modèle de la démocratie de travailleur, adéquat aux nouvelles structures d'organisation dans notre économie.

Approuvant la thèse sur l'augmentation du rôle du droit du travail au fur et à mesure du progrès scientifique et technique, les discutants ont fait remarquer que le droit du travail pouvait servir d'instrument de la réalisation des objectifs à long terme uniquement, car seulement ces objectifs sont de nature à garantir la certitude et la stabilité du droit. En ce qui concerne les normes locales, on a constaté qu'actuellement — en conséquence de la réduction du rôle des conventions collectives de travail — elles assurent une différenciation souhaitable du droit du travail. Tout en acceptant la thèse du rapport que la mobilité des travailleurs est un phénomène avantageux et rationnel, les discutants ont soulevé une réserve que cette thèse est juste seulement pour la mobilité dans certaines limites. A l'époque de la révolution scientifique et technique, la mobilité des travailleurs a toujours, à cause de ses dimensions considérables, une signification négative, car elle provoque des troubles dans le processus de production. Tous les discutants se sont prononcés pour l'intensification des études dans le domaine de la protection du travail. Soulevant la question de la responsabilité des travailleurs, on a indiqué le besoin d'élaborer des formes plus diversifiées et, par conséquent, plus nuancées de cette responsabilité. Quant aux tâches de la science du droit du travail, on a constaté qu'à côté de l'élaboration de la théorie du droit du travail, il faut également analyser les problèmes intéressants du point de vue de l'économie nationale. Dans la conclusion, le professeur J. Jończyk a remercié les participants des précieuses remarques aux thèses de son rapport et observé à cette occasion que, pour les buts de la recherche, l'objet du droit du travail devrait être élargi des questions se trouvant aux confins des disciplines voisines du droit du travail.

La deuxième journée des débats a été consacrée à la discussion du rapport du professeur Z. Salwa sur « La direction unipersonnelle et la coopération avec le conseil d'établissement dans les affaires des travailleurs ». En avançant la thèse que le principe de la direction unipersonnelle est un reflet des régularités objectives gouvernant le processus de tout travail coopéré, le rapporteur a soulevé que, dans le régime socialiste, les méthodes et les formes de la réalisation de ce principe devraient être conformes aux principes généraux du régime basé sur l'activité et l'engagement conscients des masses travailleuses. Analysant l'évolution de l'étendue et du caractère juridique de la coopération entre le conseil d'établissement et le chef d'établissement, il a constaté que le code du travail avait donné à cette coopération le caractère consultatif, en abandonnant en même temps la tendance d'attribuer au conseil d'établissement les pouvoirs de décision dans ce domaine. Après avoir classifié et caractérisé les formes de la coopération en question, prévues dans le code, le rapporteur a constaté que le modèle actuel de cette coopération unit dans sa construction les conditions résultant du principe de la direction unipersonnelle avec le principe de la participation de la représentation de travailleurs à l'administration de l'établissement.

Les personnes prenant la parole dans la discussion ont souligné l'importance des problèmes soulevés par le professeur Z. Salwa pour la formation de la pratique convenable. On a constaté que le rapporteur avait à juste raison souligné la nécessité de réaliser le principe de la direction unipersonnelle conformément au sentiment de l'équité et de la justice du personnel de l'établissement. Reconnaissant le bien-fondé d'une mise en relief dans le code du travail du principe de la direction unipersonnelle, les discutants ont attiré l'attention sur le manque dans ce code de conception concernant les formes et les effets juridiques de la coopération du chef avec le conseil d'établissement. En soulevant le problème de la participation du conseil d'établissement à la dénonciation du contrat de travail, et celui du contrôle des dénonciations par les commissions des recours pour les questions du travail et par les tribunaux de travail et d'assurances sociales, on a indiqué le besoin de préciser le contenu de la notion de « dénonciation non fondée », dont dépend la régularité de la coopération entre le chef et le conseil d'établissement. Dans l'appréciation du bien-fondé de la dénonciation, il faut s'appuyer non seulement sur les considérations relatives à l'établissement de travail, mais également sur celles concernant le travailleur (stage, niveau d'instruction, etc.). Dans la discussion on a constaté que l'affaiblissement par le code du travail de la position juridique de l'organisation syndicale ne signifie nullement l'affaiblissement de sa position de fait, car celle-ci dépend non seulement du caractère des pouvoirs institutionnellement garantis mais également, et ceci en grande partie, des qualités et de l'attitude des membres de cette organisation. Les discutants ont consacré beaucoup de place à la coopération entre la direction et l'organisation syndicale au niveau de la deuxième instance. Dans la conclusion, en remerciant les personnes qui ont pris part à la discussion, le professeur Z. Salwa a constaté que le grand nombre des questions soulevées témoignait de l'importance de la problématique abordée, particulièrement pour la formation de la pratique convenable en matière de coopération du chef d'établissement avec l'organisation syndicale.

Le dernier jour de la conférence, les participants ont discuté le rapport du professeur K. Kolasinski et du docteur H. Szurgacz sur « La participation des étudiants aux travaux de recherche ». Les rapporteurs ont attiré une attention sur les aspects didactiques et éducatifs de cette participation, en soulignant notamment son importance pour l'économie des travaux de recherche de caractère empirique, menés par les centres d'étude du droit du travail.

A la clôture des débats, le professeur Z. Salwa a remercié au nom des participants à la conférence la Section du droit du travail à Wrocław de l'organisation de la rencontre très utile avec les représentants des établissements de travail et constaté qu'elle avait permis d'enrichir la connaissance des problèmes du fonctionnement du droit du travail dans la pratique des entreprises.

Antoni Malaka